

POUR DIFFUSION IMMEDIATE
LE 5 OCTOBRE 1971

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UNE DECLARATION DE
L'HONORABLE MITCHELL SHARP,
SECRETARE D'ETAT AUX
AFFAIRES EXTERIEURES,
AU COMITE PERMANENT DES
AFFAIRES EXTERIEURES ET
DE LA DEFENSE NATIONALE
MARDI 5 OCTOBRE 1971

"LE PAKISTAN"

La tragédie qui déchiré cette partie du continent asiatique a pour origines les différences considérables qui marquent les deux parties du Pakistan. Le Pakistan oriental est plus peuplé que le Pakistan occidental et produit davantage de ressources en devises étrangères; le pouvoir politique, toutefois, est concentré dans l'Ouest. A ces réalités s'ajoute le fait de la séparation physique des deux "ailes" du pays, entre lesquelles s'étend plus d'un millier de milles de territoire indien, et le niveau généralement peu élevé de l'activité économique pakistanaise. Les problèmes économiques ont pris une gravité aiguë l'an dernier à la suite du cyclone et du raz-de-marée qui ont sévi dans le golfe du Bengale. Si nous considérons l'ampleur de cette catastrophe naturelle, nous sommes tous impressionnés par la décision courageuse du président Yahya Khan de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante qui rédigerait une nouvelle constitution pour l'ensemble du Pakistan et rétablirait au pays l'ordre civil et le gouvernement démocratique. C'est une ironie du sort que des aspirations aussi bien fondées aient pu être suivies de conséquences si malheureuses.

La ligue Awami, qui faisait campagne pour une mesure très importante d'autonomie provinciale, a remporté tous les sièges, sauf deux, au Pakistan oriental, mais aucun au Pakistan occidental, ce qui lui aurait donné la majorité absolue à l'Assemblée constituante. Les quatre provinces de l'aile gauche du pays ont élu des partis qui ont un point de vue très différent concernant l'avenir de leur pays. Placé devant cette polarisation, le président Yahya a essayé d'établir un modus vivendi entre les divers groupes du pays. Ses efforts ont échoué et dans l'espace de quelques mois, le Pakistan oriental semblait dans la guerre civile.

Les chiffres varient quant au nombre de morts causées par les troubles civils, mais le fait demeure qu'un grand nombre de personnes ont été tuées. L'économie du Pakistan s'est trouvée gravement handicapée et les souffrances et privations du peuple du Pakistan oriental ne sont pas terminées. Bien que les statistiques en la matière varient selon les sources, environ deux millions selon les Pakistanais, et 8,9 millions selon les chiffres donnés par l'Inde, il n'y a aucun doute qu'un nombre intolérable de personnes se sont réfugiées en Inde. Les réfugiés continuent d'arriver et leur présence continue renferme les germes de luttes communales et de frictions internationales. Les réfugiés imposent forcément un fardeau très lourd à l'économie indienne, qui se trouve elle-même placée devant les problèmes chroniques et déjà très difficiles de l'expansion économique.

Sur le plan politique, il y a lieu de manifester un optimisme prudent à la suite des mesures récemment prises par le Gouvernement du Pakistan, mesures qui comprennent:

- a) l'établissement d'un conseil civil de ministres nommés, sous la direction d'une distinguée personnalité civile du Bengale, M. A.M. Malik, conseil qui remplacera le gouvernement militaire du Pakistan oriental;
- b) l'annonce d'une amnistie générale qui serait accordée à tous ceux qui ont été accusés de délits pendant les troubles, et qui serait accompagnée d'une libération de prisonniers; l'amnistie s'étend aux personnes réfugiées en Inde mais non au cheik Mujib ni à certains autres leaders politiques du Pakistan oriental;
- c) l'annonce d'élections de remplacement devant pourvoir 78 des 167 sièges de l'Assemblée nationale de la ligue Awami, sièges qui ont été déclarés vacants en raison des activités présumées de leurs titulaires au sein du mouvement de sécession.
- d) l'acceptation de représentants des Nations Unies chargés de superviser le retour des réfugiés et de coordonner les secours et le rétablissement.

Bien que les efforts du Gouvernement pakistanais marquent certainement un pas dans la bonne direction, le flot des réfugiés ne semble pas ralentir considérablement. Un des principaux obstacles à l'arrêt de ce flot est la guérilla qui se poursuit au Pakistan oriental entre les forces irrégulières dites "Mukti Bahini" et l'armée pakistanaise. Il semble que ces forces irrégulières reçoivent du matériel de l'extérieur et trouvent un refuge sûr en dehors du Pakistan; le Gouvernement pakistanais prétend que cette aide de l'extérieur, dont il tient l'Inde responsable en grande partie, entrave les efforts qu'il déploie pour normaliser la situation.

Une deuxième facteur influe sur le retour possible des réfugiés au Pakistan oriental: la situation alimentaire. Il semble, d'après les derniers renseignements, que la nourriture fait peut-être défaut dans certaines régions mais qu'il n'y a pas de famine généralisée. Le Gouvernement pakistanais a fait appel aux secours internationaux pour répondre aux besoins alimentaires immédiats des régions affligées. Jusqu'ici le Canada a envoyé des secours alimentaires d'une valeur de 7 millions de dollars au Pakistan oriental par l'entremise du Programme alimentaire mondial des Nations Unies et versé \$500,000 à cette organisation au titre des frais de gestion et autres frais qu'entraîne le programme de secours. Les Nations Unies ont déjà envoyé du personnel au Pakistan oriental et en enverront encore, dont des Canadiens, pour assurer la distribution équitable des aliments et du matériel de secours.

Les efforts des Nations Unies portent particulièrement sur la remise en état des ports et des moyens de transport endommagés au cours des événements antérieurs et qui sont présentement la cible de la guérilla. Le Canada offrira du matériel à cette fin. Selon certains rapports, le "Mukti Bahini" menace de saboter l'opération de secours des Nations Unies au Pakistan oriental si le

mouvement n'est pas invité à participer à l'opération. Un navire des Etats-Unis chargé d'aliments de secours a été endommagé par des guérilleros près de Chalna la semaine dernière; à trois occasions, d'autres moyens de transport avaient été attaqués dans la même région la semaine précédente. Ce genre d'activité, qui aggrave les souffrances de la population et fait obstacle aux secours envoyés par la communauté internationale, ne peut que nuire au mouvement d'indépendance.

D'aucuns ont suggéré que le Canada et les autres pays donateurs cessent tout envoi d'aide au Pakistan afin de forcer le Gouvernement de ce pays à adopter certaines politiques propres à résoudre les problèmes internes du Pakistan. Mais on n'obtiendrait pas ainsi les résultats escomptés. On ne ferait que rendre plus difficiles les opérations internationales de secours et ajouter aux souffrances de ceux que nous désirons soulager. Depuis le début des hostilités, nous n'avons pris aucun nouvel engagement d'aide au développement avec le Gouvernement du Pakistan. Notre décision est fondée sur l'examen des principes du développement. Le bouleversement radical de la situation économique a annulé les plans actuels et ce serait pur gaspillage que de continuer comme s'il n'était rien arrivé. Le personnel canadien préposé à l'assistance technique a été rappelé au début des hostilités; il retournera là-bas dès que la situation le permettra.

Nous n'expédions d'armes à aucune partie du sous-continent depuis un certain temps, conformément à la politique canadienne établie de ne pas envoyer d'armes aux régions où existent des tensions ou des menaces de conflit.

La communauté internationale a apporté des secours d'une valeur d'environ 214 millions de dollars aux réfugiés pakistanais de l'Inde, que ce soit en vertu d'accords bilatéraux ou par l'entremise des Nations Unies. Selon les prévisions, le coût des secours pour la seule année en cours serait de 400 à plus de 600 millions de dollars, ce qui veut dire que le Gouvernement de l'Inde devra en assumer à lui seul une grande partie. Je voudrais rendre hommage aux efforts extraordinaires et efficaces que déploie le Gouvernement de l'Inde. Le nombre des réfugiés, selon les données de l'Inde, équivaut à environ les deux tiers de l'expansion démographique annuelle de l'Inde et les dépenses consacrées aux réfugiés atteindront un cinquième du budget annuel que ce pays consacre à son développement.

Le Canada a déjà donné plus de 4 millions de dollars pour aider l'Inde à secourir les réfugiés pakistanais et il a assumé les frais (environ \$300,000) relatifs au transport par avion du matériel nécessaire de toute urgence à la construction d'abris. Nous étudions présentement la possibilité d'un nouvel apport. A cette fin, j'ai demandé au président de l'ACDI d'effectuer une visite au sous-continent au cours de ce mois et de me faire rapport à son retour. La Campagne collective d'aide aux Pakistanais lancée au Canada par un groupe d'organisations bénévoles au début de l'été a déjà recueilli plus de 1.35 million de son objectif de 2.5 millions de dollars. On peut encore verser sa contribution en écrivant à la B.P. 1000, Succursale F, Toronto (Ontario) ou à la B.P. 2007, Succursale H, Montréal (Québec). Je recommande cette campagne à tous les Canadiens qui désirent faire un apport direct.

L'Organisation mondiale de la santé coordonne, avec le Gouvernement de l'Inde, l'envoi du personnel médical et d'autres volontaires qui désirent travailler dans les camps de réfugiés. Elle nous informe qu'il n'existe présentement aucun besoin de volontaires ne possédant pas l'expérience de ce genre de travail mais qu'il existe un besoin permanent de matériel et de moyens de distribution.

Pour bien montrer les efforts déployés par le Canada dans ces opérations de secours, je dépose devant le Comité des tableaux indiquant les diverses formes d'aide accordées au Pakistan oriental et aux personnes réfugiées dans l'Inde aux échelons fédéral et provincial et à celui des agences bénévoles.

Ces événements ont engendré des tensions graves entre l'Inde et le Pakistan et ils ont de vastes répercussions sur la communauté mondiale. Le Premier ministre a eu des échanges de vues sur ce sujet avec le Premier ministre de l'Inde, M^{me} Indira Gandhi et avec le président Yahya Khan. Il a également envoyé un message au président Yahya Khan pour lui demander de penser à la valeur de la magnanimité et des considérations humanitaires à propos du procès du cheikh Mujibur Rahman. Nous avons exhorté le gouvernement de l'Inde à continuer de faire preuve de patience dans cette situation de grande tension et nous sommes certains qu'il conservera cette attitude. Néanmoins, le danger existe que l'une ou l'autre partie se trouve dans une position où le seul moyen d'action lui semblerait être le recours aux armes.

Le Secrétaire général des Nations Unies, M. U Thant, a fait part de ce danger au Conseil de sécurité, au début de juillet, mais ni les membres du Conseil ni les pays directement intéressés n'ont paru désirer que cette question soit traitée par l'organisme. Plus récemment, le Secrétaire général s'est appliqué à faire accepter le projet d'envoyer des représentants du Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de chaque côté de la frontière de manière à faciliter et à encourager le retour des réfugiés. Le gouvernement du Pakistan a accepté d'accueillir ces représentants. Le gouvernement de l'Inde a refusé en expliquant qu'il n'empêchait aucun réfugié qui le désirait de rentrer chez lui. Le gouvernement canadien partage néanmoins le point de vue du Secrétaire général et espère qu'une autre suggestion du même genre trouvera crédit auprès des deux parties en cause. Durant la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies le Canada s'efforcera, de concert avec d'autres membres, de trouver un moyen de faire baisser ou de contenir la tension qui monte à l'intérieur du sous-continent. La réponse n'est pas dans l'adoption de résolutions d'exhortation; ce qu'il faut, ce sont des résultats.

Le Pakistan et l'Inde se partagent la responsabilité de prendre les moyens qui s'imposent pour instaurer la stabilité permettant de renverser le courant des réfugiés qui affluent en Inde. La communauté internationale a le devoir d'aider l'Inde à venir en aide aux réfugiés qui sont déjà sur son territoire. Le Canada s'y efforce pour sa part.

La semaine dernière, au cours du débat général des Nations Unies, j'ai parlé de l'inquiétude croissante qu'éprouvent tous les peuples du monde devant des tragédies du genre de celle qui se déroule actuellement et contre lesquelles les Nations Unies ne peuvent rien faire si ce n'est fournir des secours humanitaires. Au Canada, nous croyons, comme les peuples de toutes les nations, qu'il faut trouver des solutions internes aux problèmes internes. Il faut certainement espérer que ce sera le cas pour le Pakistan. Je regrette de ne pas pouvoir me montrer plus optimiste pour le moment. Si l'on considère la façon dont les conflits armés s'éternisent au Moyen-Orient, en Indochine et aujourd'hui au Pakistan, il est évident qu'il faudra trouver des moyens nouveaux de les résoudre. La recherche de ces nouveaux moyens sera la principale préoccupation de la communauté internationale dans l'avenir immédiat.

TABLEAU 1

Le 5 octobre 1971

TABLEAU RECAPITULATIF DES CONTRIBUTIONS
CANADIENNES VISANT A SECOURIR LES REFUGIES
PAKISTANAIS EN INDE ET LA POPULATION
DEMEUREE AU PAKISTAN ORIENTAL

REFUGIES

Gouvernement canadien	\$ 4,335,400
Gouvernements provinciaux	370,000
Campagne collective d'aide aux Pakistanais - Autres organismes bénévoles	<u>1,606,438</u>
TOTAL	\$ 6,311,838

POPULATION DU PAKISTAN ORIENTAL

Gouvernement canadien	\$ 7,500,000*
-----------------------	---------------

*Se reporter au renvoi du Tableau 4

TABLEAU RECAPITULATIF DES CONTRIBUTIONS
CANADIENNES VISANT A SECOURIR LES REFUGIES
PAKISTANAIS EN INDE

A. Gouvernement du Canada

Graines de colza pour la production d'huile comestible

- envoi du 7 juillet
- envoi du 30 août

\$ 1,250,000
\$ 1,240,000
\$ 2,490,000

HCR

- Contributions accordées au FISE, au PAM et à l'OMS pour la nourriture, l'asile et les soins médicaux nécessaires
- annonce du 26 juillet (FISE, \$350,000 OMS, \$50,000)

370,000
400,000
770,000

Société canadienne de la Croix-Rouge

- Contributions accordées à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge pour les médicaments, l'asile et la nourriture nécessaires
- Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (annonce du 26 juillet)

150,000
100,000
250,000

OXFAM - Canada

- pour la nourriture, les vêtements et les soins médicaux nécessaires

150,000

Groupes religieux du Canada

- pour la nourriture, les vêtements et les médicaments: Comité central des Mennonites, \$50,000; Conseil canadien des Eglises, \$40,000; Office catholique canadien pour le développement et la paix, \$40,000; Canadian Lutheran World Relief, \$40,000; Unitarian Services Committee, \$40,000

210,000

Forces armées canadiennes

- transport d'ambulances, de couvertures, de nourriture et de matériel d'abri effectué par douze avions

285,400*

World Vision of Canada

40,000

CARE - Canada

40,000

Campagne collective d'aide aux Pakistanais (CAPR)

100,000

Somme totale des contributions du Gouvernement fédéral canadien

\$ 4,335,400

*Le montant représente les dépenses réelles qu'occasionne au ministère de la Défense nationale deux vols d'un appareil de type Hercule et dix vols d'avions 707. Le coût des mêmes vols dans des avions commerciaux nolisés dépasserait \$500,000.

TABLEAU 3

Le 5 octobre 1971

TABLEAU RECAPITULATIF DES CONTRIBUTIONS
CANADIENNES VISANT A SECOURIR LES
REFUGIES PAKISTANAIS EN INDE

B. Gouvernements provinciaux

Gouvernement de l'Ontario
- ambulances, matériel médical et abris \$ 145,000

Gouvernement de la Saskatchewan
- graines de colza destinées à compléter
les besoins en nourriture (envoi
effectué à bord du bateau qui a expédié
les graines de colza fournies par l'ACDI
et a quitté Vancouver le 7 juillet) 100,000

Gouvernement de la Colombie britannique
- don offert à la Société canadienne d'aide
à l'enfance 100,000

Gouvernement du Manitoba
- don offert à la Campagne collective d'aide
aux Pakistanais (CAPR) 25,000

Somme totale des contributions offertes
par les gouvernements provinciaux du
Canada \$ 370,000

TABIEAU 4

Le 5 octobre 1971

TABLEAU RECAPITULATIF DES CONTRIBUTIONS
CANADIENNES VISANT A SECOURIR LES
CITOYENS DU PAKISTAN ORIENTAL

A. Gouvernement du Canada

Blé devant être distribué par l'entremise du Programme alimentaire mondial	\$ 7,000,000*
Dépenses locales pour la mise en oeuvre du Programme de secours des Nations Unies	500,000
	<hr/>
Somme totale des contributions du Gouvernement fédéral du Canada	\$ 7,500,000

*Ce montant constitue la quantité normale de fonds affectés à l'aide alimentaire par l'ACDI à tout le Pakistan. Le gouvernement du Pakistan a accepté que les fonds soient canalisés dans le secteur oriental du pays et qu'ils soient distribués par l'entremise du Programme alimentaire mondial.

TABLEAU 5

Le 5 octobre 1971

CAMPAGNE COLLECTIVE D'AIDE AUX PAKISTANAIS

Office catholique canadien pour le développement et la paix (CCODP)	\$ 203,029.04
Société canadienne de la Croix-Rouge	31,493.94
Comité canadien du FISE	36,900.15
CARE-Canada	61,350.49
Société canadienne d'aide à l'enfance	10,679.76
OXFAM-Canada	341,041.05
HCR	380.00
World Vision	72,250.00
Conseil canadien des Eglises	
Conseil	5,259.98
Eglise anglicane	55,000.00
Eglise baptiste	13,000.00
Eglise luthérienne	25,000.00
Eglise presbytérienne	18,107.37
Armée du Salut	2,844.49
Eglise unie	125,175.65
Donations faites au Fonds central du CAPR (comprend la campagne d'Ottawa, au cours de laquelle ont été recueillis \$24,238.60)	367,506.38
TOTAL	\$1,369,020.12
<u>AUTRES ORGANISMES BENEVOLES INDEPENDANTS DU CAPR</u>	
Comité central des Mennonites	120,000.00
Unitarian Service Committee	117,418.00
SOMME TOTALE DES CONTRIBUTIONS FAITES PAR DES ORGANISMES BENEVOLES CANADIENS	\$1,606,438.12

(LES CHIFRES FIGURANT CI-DESSUS NE COMPRENNENT PAS LES DONATIONS FAITES
PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL AU CAPR, A SES MEMBRES OU A D'AUTRES ORGANISMES
BENEVOLES)

EST-PAKISTANAIS EN INDEETAT DES CONTRIBUTIONS FAITES DANS LE CADRE DU SYSTEME
DES NATIONS UNIES RESULTAT OBTENU LE 8 SEPTEMBRE 1971

<u>GOVERNEMENTS DONATEURS</u>	<u>ENGAGEMENTS</u>
Argentine	\$ 240,000.00
Australie	560,035.84
Autriche	99,789.58
Barbade	2,500.00
Belgique	200,000.00
Botswana	7,000.00
Canada	3,558,415.83
Ceylan	336,134.45
Chili	3,000.00
Chypre	11,999.04
Danemark	666,666.67
Fidji	5,000.00
Finlande	477,783.09
France	1,739,130.44
Allemagne (Rép. féd.)	4,711,057.31
Ghana	25,000.00
Guyane	5,180.00
Islande	2,843.14
Iran	183,606.56
Irlande	215,982.72
Jamaïque	12,745.10
Japon	5,000,000.00
Corée (Rép.)	5,000.00
Libérie	20,000.00
Libye	100,000.00
Liechtenstein	4,901.96
Malaisie	13,071.90
Maurice	50,000.00
Népal	2,450.98
Pays-Bas	423,864.41
Norvège	1,990,560.18
Philippines	100,000.00
San Marin	1,602.56
Sénégal	7,194.24
Singapour	13,147.08
Espagne	42,857.00
Swaziland	1,999.90
Suède	4,500,584.49
Suisse	1,490,196.08
Tanzanie	8,403.36
Thaïlande	12,300.00
Tonga	250.00
Trinité et Tobago	10,058.44
Ouganda	14,005.60
Royaume-Uni	7,199,403.06
Etats-Unis	70,500,000.00
Yougoslavie	20,000.00
Organismes de l'ONU	
HCR	500,000.00
FISE	600,000.00
OMS	155,000.00
PAM	3,097,280.00
TOTAL	\$ 100,775,893.53